



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

Arrêté n° 6585/2026/51

**actant le changement d'exploitant au profit du syndicat Mixte Bil ta Garbi
du Centre d'Enfouissement Technique d'Espissemborde
situé sur la commune de Mauléon-Licharre**

**Le Préfet des Pyrénées Atlantiques
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 516-1, L. 516-2, R. 181-45, R. 181-47 et R. 516-1,
- Vu** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 73/EC/370 du 10 décembre 1973 autorisant la ville de Mauléon à installer et exploiter une décharge contrôlée compactée de résidus urbains sur les territoires des communes de Mauléon et Cheraute,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 00/IC/203 du 7 juillet 2000 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation du Centre d'Enfouissement Technique de Mauléon-Cheraute exploité par la Communauté des Communes de Soule Xiberoa,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06/IC/416 du 14 novembre 2006 imposant à la Communauté de Communes de Soule Xiberoa des prescriptions pour la réhabilitation du Centre d'Enfouissement Technique d'Espissemborde à Mauléon-Licharre,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 08/IC/052 du 22 décembre 2008 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06/IC416 du 14 novembre 2006 pour la réhabilitation du Centre d'Enfouissement Technique d'Espissemborde à Mauléon-Licharre,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** la demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée le 1^{er} octobre 2021 par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi,
- Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel en date du 2 mars 2026,
- Vu** les observations formulées par l'exploitant en date du 3 mars 2026,

Considérant que le changement d'exploitant d'une installation de stockage de déchets non dangereux est soumis à autorisation préfectorale,

Considérant que les documents présentés par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi établissent qu'il dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour assurer le suivi post-exploitation du Centre d'Enfouissement Technique d'Espissembarde situé sur la commune de Mauléon-Licharre dans le respect de la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1,

Considérant que la demande de changement d'exploitant présentée par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi est conforme aux dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement et recevable,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRÊTE

Article premier : Changement d'exploitant

Le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi, dont le siège social est situé 7 rue Joseph Latxague - BP 28555 - 64185 BAYONNE Cedex, est autorisé à reprendre le suivi post-exploitation du Centre d'Enfouissement Technique d'Espissembarde situé sur la commune de Mauléon-Licharre et précédemment exploité par la Communauté de Communes de Soule Xiberoa.

Le nouvel exploitant doit se conformer aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral n° 08/IC/052 du 22 décembre 2008 susvisé.

Article 2 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Mauléon-Licharre et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Mauléon-Licharre pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Mauléon-Licharre,
- 3° le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques qui ont délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 : Délai et voie de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente le tribunal administratif de Pau :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.
- 2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.


Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le maire de Mauléon-Licharre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat Mixte Bil Ta Garbi.

Pau, le **30 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Samuel GESRET

3 11 MARS 2024

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Samuel GESSRET